

De l'importance des limites à la richesse pour financer la transition écologique et réduire les inégalités dans un monde post-croissance.

Avons-nous besoin de nouvelles idées politiques, comme la proposition d'un revenu maximal, pour réduire les inégalités économiques dans nos sociétés post-croissance ? Durant la deuxième moitié du 20^{ème} siècle, la réduction des inégalités passait par des politiques publiques qui pouvaient redistribuer les « fruits de la croissance » au moyen des transferts sociaux et d'investissement dans l'éducation et les infrastructures. Les décideurs politiques pouvaient compter sur des revenus fiscaux croissants grâce aux taux de croissance élevés de nos économies. Mais cette stratégie historique reste-t-elle applicable lorsque le paradigme de la croissance économique s'étiole pour laisser place à une ère post-croissance ?

Aujourd'hui, de nombreux chercheurs soulignent que la croissance n'est plus souhaitable pour des raisons sociales et écologiques, alors que 18 parlementaires européens ont récemment appelé à « [sortir du dogme de la croissance](#) ». D'un côté, nos indicateurs de performance sociale et de bien-être sont aujourd'hui décorrélés de la croissance économique. De l'autre, notre société productiviste est incompatible avec les limites environnementales si l'on souhaite que l'humanité s'inscrive dans un écosystème soutenable. L'heure est donc à la post-croissance, un projet de société qui dépasse l'objectif de croissance du PIB pour épouser celui de la satisfaction des besoins humains fondamentaux sans dépasser les limites planétaires.

Si l'ère post-croissance s'imisce progressivement dans nos cadres de pensée, nous sommes encore loin de disposer de solutions adaptées pour répondre à la nouvelle configuration des défis sociétaux que ce paradigme soulève. Parmi ceux-ci, la réduction des inégalités économiques se pose sous un nouvel angle. En effet, il ne s'agit plus de redistribuer le surplus de la production nationale dans un jeu où tout le monde est gagnant. Il faut désormais effectuer des arbitrages sur la répartition des richesses au sein d'une économie sans croissance. Dans un tel contexte, si certains déciles ou percentiles de la population perçoivent une part plus importante des revenus, c'est forcément au détriment d'autres déciles de la population pour qui les revenus vont diminuer. Il existe donc des limites implicites à la richesse si l'on souhaite éviter une augmentation inexorable des inégalités. Ce constat, largement documenté par les économistes écologiques, nous révèle que diminuer les inégalités dans une société post-croissance conduit forcément à réduire le revenu et le patrimoine des plus riches. Alors que les politiques imaginées durant le 20^{ème} siècle ont désormais un impact limité sur les inégalités et que la montée de ces dernières s'explique essentiellement par le développement de l'extrême richesse (les 0,1% les plus riches), les politiques publiques introduisant des limites à la richesse pourraient s'avérer essentielles pour réduire les inégalités dans une société post-croissance, et nous soutenons qu'elles ont trois rôles à jouer dans ce nouveau cadre de pensée.

Les 3 rôles des limites à la richesse

Premièrement, elles jouent un rôle *philosophique* car elles participent à la construction d'un monde avec des limites. On passe d'un imaginaire de croissance perpétuelle à un monde où il faut définir collectivement des limites à ne pas dépasser. On retrouve cette conception au sein de la philosophie avec la notion de *Limitarianisme*, mais également auprès des économistes écologiques avec la théorie du Donut et l'idée de limites planétaires à ne pas franchir. Les limites à la richesse représentent une déclinaison concrète de cette nouvelle vision du monde. Deuxièmement, elles jouent un rôle *politique* car elles répondent aux objectifs sociaux et environnementaux d'un projet de société post-croissance. D'une part, si les fonds récoltés sont investis dans des mesures sociales, elles

permettent d'améliorer les conditions de vie des citoyens les moins nantis et de rendre la transition écologique plus équitable. D'autre part, limiter le revenu et le patrimoine des plus riches permet de réduire leurs impacts environnementaux car les émissions de gaz à effet de serre sont fortement corrélées aux revenus. Plus vous gagnez, plus vous polluez, et l'actualité autour des jets privés et des yachts de luxe ne fait que confirmer l'empreinte carbone insoutenable des millionnaires. Troisièmement, les limites à la richesse jouent un rôle dans la *mise en place* d'une transformation post-croissance car ces politiques permettraient de dégager des fonds pour financer les besoins considérables de la transition écologique. A ce titre, une [étude récente](#) commanditée par le gouvernement estime que 34 milliards d'investissement public supplémentaire par an seront nécessaires pour atteindre les objectifs environnementaux de la France.

Un revenu maximal temporaire ?

Mais est-ce réaliste ? Dans notre enquête historique, nous mettons en lumière que ces propositions politiques radicales ont déjà existé dans le passé et qu'elles ont contribué à réduire les inégalités. En 375 A.C déjà, deux politiciens de la Rome Antique proposèrent de limiter la surface agricole que chaque citoyen pouvait posséder dans le but d'améliorer les conditions de vie des plus pauvres. Plus récemment, le président de Etats-Unis Franklin Roosevelt suggéra en 1942 d'établir un revenu maximal, soit une taxe de 100% sur les revenus au-delà de 25.000\$ (ce qui correspond à 450.000€ aujourd'hui), pour financer la guerre et sa nouvelle politique économique de lutte contre l'inflation. Cet aperçu historique atteste qu'il existe un large éventail de politiques publiques que les responsables politiques peuvent mobiliser, et nous détaillons ces possibilités dans un article récemment publié dans la revue *Ecological Economics*. Aujourd'hui, on pourrait par exemple imaginer un nouveau « Contrat de transition écologique » dans lequel on s'accorderait sur un « Revenu Maximal Temporaire » pour s'assurer que tous les moyens du pays soient affectés à la transformation vers une économie neutre en carbone et qui satisfait les besoins fondamentaux de tous. Alors que le débat actuel sur la réduction des inégalités se focalise autour de taxes sur la fortune et sur les multinationales, il est également nécessaire d'élargir le débat avec de nouvelles idées politiques comme celle d'un revenu maximal. Surtout lorsqu'une ère post-croissance s'annonce dans nos sociétés.

Martin François, chercheur à l'Université de Liège (HEC) et à l'Ichec Management School Brussels, et membre de la [Chaire Prospérité et Post-croissance](#).

Co-auteur, avec les professeurs Kevin Maréchal et Sybille Mertens de Wilmars, de l'article intitulé « Unlocking the potential of income and wealth caps in post-growth transformation: A framework for improving policy design », publié dans la revue *Ecological Economics* (juin 2023), <https://doi.org/10.1016/j.ecolecon.2023.107788>.